

POLITIQUE EXTÉRIEURE

10. Chine-Japon : une « relation du troisième type »

Synthèse commentée de François Godement d'après :

- PU Linbo, « *Tendances du développement de la stratégie extérieure du Japon au siècle nouveau* » (« *Xin shiji riben wajiao zhanlue fazhan quxiang* »), *Guoji wenti yanjiu*, n° 4, 2004, p. 34-41,
- « *Conseils pour promouvoir les relations sino-japonaises* » (« *Tuijin zhongri guanxi de jianyan* »), d'après le forum de discussion de quatre participants chinois à la Commission de l'amitié sino-japonaise au XXI^e siècle, réunis le 5 juin 2004, *Xiandai guoji guanxi*, n° 6, 2004, p. 1-11.

Cela fait deux ans que l'on assiste au renouveau des reproches chinois à l'égard du Japon – depuis l'affaire des visites au temple Yasukuni, jusqu'aux incidents les plus divers dans les relations bilatérales entre les gouvernements ou aux anicroches de société. Cela fait aussi près de 18 mois qu'est apparu au grand jour un débat interne en Chine sur une « nouvelle attitude à l'égard du Japon » (*dui Riben xinshiwei*). Ces deux articles substantiels ont en commun l'ambition d'une vision à la fois panoramique et distanciée par rapport aux sentiments et aux incidents qui caractérisent les relations entre les deux pays. Écrites après les élections à la Diète de novembre 2003 – mais avant le revers relatif pour la majorité des élections de juillet 2004 à la Chambre haute –, les analyses prennent visiblement la mesure du succès personnel du Premier ministre Junichiro Koizumi sur la scène politique japonaise, et évitent généralement les remises en cause personnelles. Elles rationalisent plutôt les faits et gestes du Premier ministre en fonction de nécessités stratégiques ou politiques, parfois aussi les relativisent par rapport à des tendances plus longues de l'évolution japonaise. Pour l'élection de juillet 2004 à la Chambre haute, Lu Zhongwei pronostiquait imprudemment « de fortes chances de victoire pour Koizumi », alors que celle-ci s'est soldée par un revers limité pour le Parti libéral démocrate (PLD) (perte d'un siège), et surtout pour ses alliés¹. Quoique la prédiction d'un déclin économique relatif du Japon perce parfois chez certains experts, ces derniers s'attachent beaucoup plus souvent à décrire un pays en résurgence économique, et surtout en pleine affirmation politique sur la scène internationale, aspirant au statut d'État normal et même de grande puissance. L'obstination du gouvernement Koizumi sur certains dossiers – et en particulier sur celui des visites au temple Yasukuni – est jugée comme une sorte de défi dans l'auto-affirmation plutôt que comme un véritable retour à la nostalgie d'avant-guerre. Presque unanimement, les commentateurs s'en prennent aussi aux excès d'affirmation nationaliste chinois, souvent qualifiée de mouvement populaire ou même populiste. Sans bien sûr récuser les griefs historiques, ils revendiquent le droit de garder la tête froide, de raisonner à partir des intérêts communs ou au moins de ceux de la Chine, parfois aussi de se résigner à une véritable altérité japonaise qui renvoie à la génération future toute convergence des mentalités entre les deux sociétés.

Les divergences restent grandes, par contre, sur la méthode et les étapes d'un rapprochement qui permettrait de promouvoir la coopération sino-japonaise ; plusieurs experts se démarquent de l'idée que les intérêts économiques peuvent à eux seuls cimenter cette coopération, et d'ailleurs soulignent aussi des conflits d'intérêt en augmentation, de l'énergie à la concurrence sur les hautes technologies. Il est par contre remarquable que la quasi-totalité des analyses fassent reposer l'argument essentiel pour un rapprochement sino-japonais sur la nécessité de construire un véritable régionalisme en Asie orientale : ce n'est plus là l'expression d'une relation triangulaire avec les États-Unis, les commentateurs s'accordant pour juger Tokyo à peu près inséparable du cadre de l'alliance avec Washington, mais bien celle, sur la base de la grande crise financière de 1997-1998 et sur l'exemple – sinon le modèle – de l'unification européenne, d'un régionalisme monétaire, financier et économique qui permettrait de résister aux tempêtes de la globalisation.

Aucune de ces perspectives ni de ces explications ne possède une véritable cohérence interne – fût-ce une vision stratégique, néoréaliste ou libérale institutionnelle, ou encore une vision de la société et de la politique japonaise tout blanc ou tout noir. Le seul fil directeur de ces analyses est de situer dans le contexte, et donc de relativiser, sinon d'excuser, la stratégie et l'action du Premier ministre Koizumi sous divers aspects : celui des « intérêts nationaux » du Japon, ou au contraire des sentiments populaires et de l'opportunisme prêté à une nouvelle classe politique ; celui d'une évolution générale de l'après-guerre froide, y compris la vague néoconservatrice internationale, dont

¹ « *Conseils pour promouvoir les relations sino-japonaises* » p. 4. Lu Zhongwei est le président de l'ex-Institut des Relations Internationales Contemporaines de Chine, récemment transformé en Académie (*yanjiu yuan*).

les Chinois tiennent le plus grand compte. À l'évidence, le succès remporté par le gouvernement Koizumi aux élections à la chambre basse de novembre 2003 a marqué les esprits, tout comme la fermeté de la position japonaise affichée comme partenaire de la coalition en Irak. Certains de nos auteurs soulignent la contradiction du choix officiel avec des sondages d'opinion publique sur ce même sujet – sans d'ailleurs mentionner les occasions, en particulier au premier trimestre 2004 (c'est-à-dire avant Abou Ghraïb), où une majorité de l'opinion japonaise a appuyé l'envoi d'un contingent au Moyen-Orient. Mais ils ne paraissent en attendre aucun infléchissement ni, *a fortiori*, aucun changement de cap du gouvernement japonais. La visite au temple Yasukuni, pour symbolique qu'elle soit et pénible aux yeux de la totalité des Chinois, est considérée désormais comme la manifestation concrète d'une volonté d'affirmation politique sur la scène internationale, plutôt que comme un acte de révisionnisme rampant.

Toutefois, la conséquence plus générale, soulignée par plusieurs participants, est le cercle vicieux des craintes mutuelles entre les deux pays, et le peu d'enthousiasme pour la réussite économique de chaque partenaire, en dépit d'éléments de complémentarité très forts. Mais ce dilemme du prisonnier possède aussi des causes psychologiques et historiques profondes : jalousie et mépris. Enfin, les éléments de concurrence économique existent bel et bien, la Chine ne pouvant poursuivre sa croissance sans sortir de son statut d'assembleur industriel de la planète.

La plupart des analystes chinois, s'ils mettent en valeur l'existence d'un débat permanent, et même de factions « dure » ou « modérée » dans l'attitude japonaise à l'égard de la Chine, n'escomptent de changement véritable entre les deux pays qu'à long terme. Cela peut prendre la forme d'une diplomatie des petits pas, capable en particulier de laisser de côté « pour les générations futures », comme avait dit fameusement Deng Xiaoping, les aspects les plus épineux des relations sino-japonaises². Mais c'est surtout en fonction d'un changement des mentalités, en particulier parmi les jeunes générations, que les analystes placent leurs espoirs. Or ce facteur joue autant et plus du côté chinois que du côté japonais. Situés, il est vrai, dans la perspective de la commission bilatérale informelle entre les deux pays, nos auteurs recommandent donc davantage à la partie chinoise qu'à la partie japonaise un *aggiornamento* culturel et éducatif. La Chine souffre d'un déficit de connaissance et d'expertise du Japon contemporain, sont-ils plusieurs à écrire. Les échanges de jeunes ou de « cadres », les travaux d'experts comme ceux de la commission bilatérale sino-japonaise doivent être encouragés (et mieux financés, appel du pied peu discret pour un soutien japonais accru...). Certains des analystes critiquent la « politique à l'estomac » des médias chinois (et non des médias japonais, relèvera-t-on, quoique les milieux de la droite conservatrice soient fréquemment dénoncés), et jugent même qu'il faudra bien que ces médias admettent que « faire preuve d'hostilité à l'égard du Japon n'est pas nécessairement une preuve de patriotisme ». Plutôt qu'un triomphalisme fondé sur la vision d'un déclin inéluctable du Japon, c'est au contraire l'image d'un redressement japonais qui s'impose sur presque tous les plans (sinon quant à l'influence commerciale et politique régionale). Les deux pays ont par conséquent chacun beaucoup à perdre à une poursuite de leur animosité mutuelle.

S'accorder ensemble n'est pourtant pas communier dans un rapprochement idéaliste, ni dans l'asiatisme, même revu à la manière du régionalisme post-moderne. Il revient à un commentateur spécial de la télévision chinoise³ d'appliquer au cadre sino-japonais les thèses du relativisme et de la diversité culturelles : citant l'étude classique de Ruth Benedict qui a fondé l'école diplomatique américaine d'après-guerre avec le Japon⁴, il explique que les divergences et l'hostilité sino-japonaise sont inévitables tant que les Chinois n'accepteront pas le constat de la différence psychologique et culturelle de la société nippone, et chercheront à se rassurer au nom d'une hypothétique identité asiatique...

Parmi les analyses les plus saillantes, on relèvera :

– le pessimisme à l'égard des institutions démocratiques, et en particulier du système électoral révisé au Japon et les conséquences qu'il entraîne. Pour Lu Zhongwei, l'avènement des circonscriptions à siège unique a entraîné l'essor d'une nouvelle génération de politiciens, soucieuse avant tout

² C'est en particulier la position, très prudente, de Zhang Yunling, directeur de l'Institut Asie-Pacifique de l'Académie des Sciences sociales de Chine ; « Conseils pour promouvoir... », p. 6-8.

³ Bai Yansong, éditorialiste à CCTV ; « Conseils pour promouvoir... », p. 11.

⁴ R. Benedict, *The Chrysanthemum and the Sword*, Boston, Houghton Mifflin Co, 1946 ; traduction française : *Le Chrysanthème et le sabre*, Paris, Philippe Picquier, 1987.

d'intérêts locaux, très sensible aux arguments des activistes nationalistes, et très favorable à Taiwan : comme d'autres, il regrette l'ère d'un Tanaka ou d'un Takeshita. Selon Yan Xuetong⁵, une part des choix « confrontationnels » d'un Koizumi seraient ainsi fondés sur la recherche d'un bouc émissaire chinois pour satisfaire des sentiments publics, et pour faire oublier l'absence de réformes économiques de fond : Lu Zhongwei, on l'a vu, ne retient pas cet argument et parle plutôt d'auto-affirmation sur la scène internationale et de volonté de résister visiblement à la pression chinoise: victorieux à plusieurs reprises au sein du PLD comme aux élections, le gouvernement Koizumi serait aujourd'hui dégagé d'interférences électoralistes ;

– citant le rapport officiel sur la stratégie extérieure japonaise au XXI^e siècle remis à Koizumi en novembre 2002, Pu Linbo relève l'accent sur la diplomatie de la démocratie, des droits de l'homme et du libre-échange : ces arguments sont devenus une base de soutien à Taiwan et de resserrement des liens avec le gouvernement Chen Shui-bian, sans aller jusqu'au soutien à l'indépendantisme. Sur le même sujet, Lu Zhongwei se fait polémique, ironisant sur l'activisme déployé par l'ex-Premier ministre Yoshino Mori, membre de la même faction que Koizumi, lors d'une visite à Taiwan en décembre 2003 ;

– la vision d'un resserrement à peu près inéluctable de l'alliance nippo-américaine, notamment sur le plan militaire, et d'une implication plus forte de cette alliance contre la Chine (Taiwan, défense antimissile). La révolution des armements et les inquiétudes entraînées par la « montée de la Chine » ont amené le Japon, plus encore qu'auparavant, à « pencher d'un seul côté » (*yibian dao*), selon l'expression qualifiant l'alliance sino-russe des années 1950. En particulier, le Japon cherche à impliquer les États-Unis dans la défense éventuelle des îles Diaoyutai (Senkaku) – et y parviendrait désormais, selon la déclaration attribuée par Lu Zhongwei à un porte-parole adjoint du département d'État : « les îles sont sous la juridiction administrative du Japon, et le traité de défense s'y applique⁶ ». Ce changement de position ne résulterait que des besoins stratégiques propres de l'Administration américaine, et ne serait donc pas complètement fiable, selon une analyse de l'*Asahi Shimbun* relevée par Lu Zhongwei. Participation à la défense antimissile, implication dans le détroit de Taiwan, souhait américain de voir la constitution japonaise révisée pour faciliter la participation des troupes japonaises à des opérations extérieures : plus que jamais, le traité de sécurité nippo-américain est une « alliance compréhensive » (*quanmian xiejiao*) selon Pu Linbo ;

– ce dernier évoque pourtant les raisons qui préparent une plus grande autonomie de la politique extérieure japonaise (*wajijiao zizhuxing*)⁷. L'hyperpuissance et l'unilatéralisme des États-Unis, qui ont 40 alliés là où le Japon en possède un seul, des divergences d'intérêt en Asie et au Moyen-Orient, l'expérience du « lâchage américain » lors de la grande crise financière asiatique, suggèrent une évolution graduelle vers une autonomie de décision. On relèvera que la « pression » américaine est aussi citée comme un des facteurs contraignant l'attitude officielle japonaise face à la Corée du Nord ;

– Yan Xuetong développe, à traits assez approximatifs, un parallélisme entre l'Asie et la construction européenne. Le Japon aurait le choix entre l'engagement résolu « à l'allemande » dans l'intégration régionale, la dualité d'attitudes « à l'anglaise » ou la vieille attitude japonaise consistant à réduire la dimension régionale à l'essor du libre-échange. À vrai dire, Yan Xuetong juge un rapprochement sino-japonais du type franco-allemand parfaitement impossible, et estime que la Chine ne peut espérer mieux qu'une évolution « à l'anglaise » de la part du Japon ;

– cette analyse a une portée militaire : les relations peuvent évoluer vers une « coopération passive » (*xiaoji hezuo*), c'est-à-dire une clarté sur les objectifs et les moyens militaires, des relations d'échange entre les armées. L'objectif prioritaire est d'éviter l'implication du Japon dans un conflit autour de Taiwan. Pour toute coopération plus active, « la route sera longue » ; une analyse semblable est faite par Lu Zhongwei, qui qualifie un système de sécurité régional ou une intégration économique régionale de « rêve asiatique » ;

– celui-ci développe pourtant des propositions plus constructives, manifestement destinées à la

⁵ Yan Xuetong, directeur du Centre d'études des relations internationales de l'université Qinghua ; « Conseils pour promouvoir... », p. 9.

⁶ Il s'agit en effet des termes précis du *briefing* quotidien fait par Adam Ereli, porte-parole adjoint du Département d'État, le 24 mars 2004.

⁷ Pu Linbo, « Tendances... », p. 36-37.

Commission de l'amitié sino-japonaise au XXI^e siècle. Il s'agit de renforcer la coopération financière et monétaire régionale : création d'un marché obligataire asiatique, protection contre les crises financières, système régional de réserves en devises, stabilisation des parités entre monnaies chinoise et japonaise. Et aussi de coopérer dans le domaine énergétique : exploration offshore, sécurisation des voies maritimes, économies d'énergie. L'environnement – fuites des supertankers, pollution maritime, vents de sable – est évoqué, ainsi que le modèle de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) entre la France et l'Allemagne⁸.

On relèvera pour finir que plusieurs analyses se fondent aussi sur les débats et divergences dans chaque pays. Ainsi, si Pu Linbo fait grand cas du rapport de la Commission Koizumi de 2002 et qualifie son accent sur les « intérêts nationaux » de véritable retour japonais à la géopolitique militariste d'avant-guerre, il relève aussi la froideur du Gaimusho, le ministère japonais des Affaires étrangères, à l'égard de ces thèmes, et évoque un conflit entre « durs » et « modérés » à l'égard de la Chine au sein même du gouvernement japonais. Lu Zhongwei, lui, mentionne *in fine* la diversité des appartenances des membres chinois de la commission bilatérale sino-japonaise, et notamment la participation, à côté des points de vue orthodoxes du *Quotidien du Peuple* et de l'Agence Chine nouvelle, d'autres, plus minoritaires, comme ceux du célèbre *Nanfang Zhoumou*, l'hebdomadaire populaire du sud de la Chine qui a souvent maille à partir avec les autorités. Hélas, le point de vue de ce représentant n'a pas été publié dans les colonnes de la revue de l'Institut chinois des relations internationales contemporaines (China Institute of Contemporary International Relations, CICIR)... Mais il n'en est pas moins clair qu'en Chine aussi, une relève de générations et un changement de points de vue sont possibles.

Il est en tout cas très notable qu'aucun des analystes chinois ici cités ne se soit livré au petit jeu des relations triangulaires Pékin-Tokyo-Washington et n'ait paru chercher à accentuer les tensions ou divergences entre Japon et États-Unis. Leur analyse de l'alliance recoupe par contre assez bien celle d'une étude récente sur le même sujet : « Si le Japon se trouvait piégé par un conflit sino-américain, il pourrait éprouver la nécessité de reconsidérer les bénéfices de l'alliance et d'opter pour un schéma fondé sur l'Organisation des nations unies (ONU) ou même sur l'option gaulliste indépendante. Toutefois, étant donné les inquiétudes bien plus grandes des responsables japonais concernant les risques non quantifiés de la montée de la Chine, et en comparant les divagations du multilatéralisme et d'une autonomie de défense complète dans une région hostile avec ceux, bien connus, de l'alliance avec les États-Unis et la peur que, si le Japon ne soutient pas son allié, le traité sera *de facto* caduc, Tokyo pourrait bien estimer au total que mieux vaut être enserré dans l'alliance bilatérale qu'abandonné par celle-ci⁹ ».

⁸ « Conseils pour promouvoir... », p. 5.

⁹ Ch. W. Hugues et A. Fukushima, « U.S. Japan security relations: towards bilateralism plus? », in E. S. Krauss et T. J. Pempel, *Beyond bilateralism: U.S.-Japan relations in the new Asia-Pacific*, Stanford, Stanford University Press, 2004, p. 86.